

DANS L'ACTUALITE du 14 au 16 octobre 2014

Textes officiels

JORF n° 0239 du 15 octobre 2014

La stratégie nationale de gestion des risques d'inondation enfin approuvée

[Arrêté du 7 octobre 2014 relatif à la stratégie nationale de gestion des risques d'inondation](#)

JORF n° 0238 du 14 octobre 2014

Documents et règles d'urbanisme

- Les premières retouches de la loi ALUR en matière d'urbanisme visent à renforcer la protection des espaces agricoles et naturels à travers les documents d'urbanisme
- De nouvelles contraintes pour les SCOT et les PLU
- Le régime transitoire de la loi ALUR précisé

[Loi n° 2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt](#)

Projet de loi

Transition énergétique : l'Assemblée adopte le texte

[Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte, adopté en 1ère lecture par l'Assemblée nationale le 14 octobre 2014, TA n° 412](#)

Jurisprudence

Contrat de partenariat pour la construction du nouveau palais de justice de Paris

[CE 15 octobre 2014 Association " La Justice dans la Cité", req. n° 380918](#)

Le Conseil d'État accorde un droit de recours immédiat contre la décision de lever le secret des affaires devant l'Autorité de la concurrence

[CE 10 octobre 2014 Syndicat national des fabricants d'isolants en laines minérales manufacturées, req. n° 367807](#)

Une commune est réputée avoir reçu communication d'une mesure d'instruction ordonnée par le juge des référés de la cour administrative d'appel et mise à disposition dans l'application Télérecours à laquelle son avocat est inscrit

[CE 6 octobre 2014 commune d'Auboué, req. n° 380778](#)

Vu par ailleurs

Contrat public

Les députés encadrent le recours aux partenariats public-privé

[Le 15 octobre, les députés ont voté un amendement sécurisant le recours aux PPP par les collectivités locales ou les administrations pour faire de grands projets qui les placent parfois dans des situations budgétaires très difficiles. Hôpitaux publics comme collectivités sont invités à demander une expertise de l'Etat avant de s'aventurer dans un marché public sous forme de PPP.](#)

Source : le courrier des maires du 16/10/2014

Facturation électronique obligatoire : présentation du projet de loi de ratification

[Le ministre des Finances et des Comptes publics, Michel Sapin, a présenté en conseil des ministres de ce 15 octobre le projet de loi de ratification de l'ordonnance du 26 juin 2014 imposant la facturation électronique dans la commande publique.](#)

Source : le Moniteur du 15/10/2014

Ratification de l'ordonnance relative au développement de la facturation électronique

[Le ministre des finances et des comptes publics a présenté un projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique.](#)

Source : Conseil des ministres du 15/10/2014

Dématérialisation : un guide d'achat des produits de sécurité conformes au RGS

[L'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information \(Anssi\) vient de publier un guide pour l'achat public de produits de sécurité \(cartes à puce, pare-feux, infrastructures de gestion de clés...\). Le document a été élaboré en concertation avec le Service des achats de l'Etat et la Direction des affaires juridiques du ministère de l'Economie.](#)

Source : le Moniteur du 15/10/2014

Urbanisme

Samaritaine: la cour administrative d'appel de Paris autorise la reprise du chantier

[La cour administrative d'appel de Paris a autorisé jeudi 16 octobre la reprise du chantier de rénovation du grand magasin la Samaritaine, suspendu depuis l'annulation du permis de construire, mi-mai.](#)

Source : le Moniteur du 16/10/2014

La loi SRU, ça sert à créer du logement social...

[Le Commissariat général au développement durable \(CGDD\) publie une étude sur "Les dynamiques locales dans le logement social de 1999 à 2011 : l'effet de la loi SRU". Ce travail entend mesurer l'impact de l'article 55 de la loi du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains \(SRU\), qui fixait au départ une obligation, pour les communes concernées, de disposer de 20% de logements sociaux dans l'ensemble de leur parc résidentiel.](#)

Source : localtis.info du 15/10/2014

Nouveau TGI de Paris: le contrat avec Bouygues définitivement validé

[Le Conseil d'Etat a refusé mercredi 15 octobre d'admettre le pourvoi formé par l'association la Justice dans la Cité pour obtenir l'annulation du contrat de partenariat public-privé \(PPP\) passé pour la construction du nouveau palais de justice de Paris, validant définitivement cet engagement.](#)

Source : le Moniteur du 15/10/2014

Sylvia Pinel au Logement : restera, restera pas ?

[Après le départ de Cécile Duflot du ministère du Logement, voilà que Sylvia Pinel pourrait quitter le gouvernement si l'Exécutif ne donne pas gain de cause aux revendications de son chef de file des radicaux de gauche, Jean-Michel Baylet. Le sort de l'actuelle ministre devrait être fixé vendredi 17 octobre à l'occasion du comité directeur de son parti.](#)

Source : le Moniteur du 15/10/2014

Environnement

Transition énergétique : réactions mitigées après l'adoption par les députés

[Largement adopté par les députés le 14 octobre, le projet de loi sur la transition énergétique continue à susciter de nombreuses réactions de la part des associations. De son côté, la commission du développement durable du Sénat qui sera chargée du prochain examen du texte a critiqué sévèrement les conditions du débat à l'Assemblée. A l'issue de cette première étape parlementaire, retour sur les principales dispositions du texte.](#)

Source : localtis.info du 15/10/2014

DEEE : une série d'arrêtés finalise la refonte du dispositif

[La publication au Journal officiel, ce 15 octobre, d'une série de textes réglementaires finalise avec près d'un an de retard la transposition de la directive 2012/19/UE du 4 juillet 2012 relative aux déchets d'équipements électriques et électroniques \(DEEE\).](#)

Source : localtis.info du 15/10/2014

Collectivité territoriale

Métropole du Grand Paris : le nouveau coup de sang de Patrick Devedjian

Le président (UMP) du conseil général des Hauts-de-Seine Patrick Devedjian n'a pas été convié, ce 15 octobre, à une réunion chez Marylise Lebranchu destinée à préciser « les orientations » de la future métropole du Grand Paris. Il le déplore dans un courrier destiné aux coprésidents de la mission de préfiguration que s'est procuré La Gazette. Une missive cosignée par Nathalie Kosciusko-Morizet.

Source : la gazette des communes du 15/10/2014

Coup d'envoi de l'opération de requalification des copropriétés dégradées de Clichy-sous-Bois

Afin de lutter contre l'habitat indigne et d'améliorer le quotidien des habitants, un nouvel outil a été créé dans le cadre de la loi Alur : les opérations de requalification des copropriétés dégradées (ORCOD). Sylvia Pinel, ministre du Logement et Myriam El Khomri, secrétaire d'Etat chargée de la Politique de la Ville ont réuni mardi 14 octobre l'ensemble des partenaires pour faire le point sur la mise en place de la première de ces opérations qui porte sur le quartier du Bas-Clichy à Clichy-sous-Bois.

Source : le Moniteur du 15/10/2014

Le Grand Paris

Le Premier ministre a présenté une communication relative au Grand Paris, retraçant l'ensemble des décisions prises à l'issue du comité interministériel du 13 octobre.

Source : Conseil des ministres du 15/10/2014

Grand Paris : vers une réécriture de l'article 12

Les élus de la mission de préfiguration du Grand Paris ont rendu leur copie à Manuel Valls qui, à l'issue d'un comité interministériel, le 13 octobre, leur a partiellement donné raison.

Source : le courrier des maires du 14/10/2014

Transport

LGV Lyon-Turin: Paris et Rome vont déposer un dossier auprès de la Commission européenne

La France et l'Italie vont déposer un dossier commun pour que le projet de ligne à grande vitesse (LGV) Lyon-Turin soit reconnu comme « grand projet européen » et bénéficie ainsi de subventions européennes, a annoncé mercredi 15 octobre Alain Vidalies, secrétaire d'Etat chargé des Transports.

Source : le Moniteur du 15/10/2014

Commerce et concurrence

Actions de groupe : les victimes de pratiques anticoncurrentielles peuvent désormais faire front

Entré en vigueur le 1er octobre 2014, le décret du 24 septembre rend effective l'action de groupe en matière de consommation dans le droit français. Une arme complexe mais efficace, par exemple, pour obtenir réparation des surcoûts résultant pour les consommateurs d'une entente sur les prix entre fabricants ou entreprises...

Source : le Moniteur du 15/10/2014

Vu dans les revues

Contrats publics – Actualités MoniteurJuris n° 147 – octobre 2014 p.19, *Dossier : Les clauses incitatives et performantielles*

Contrats publics – Actualités MoniteurJuris n° 147 – octobre 2014 p.62, *Réglementation relative à la commande publique : aperçu des nouvelles dispositions*, par Richard Deau

Contrats publics – Actualités MoniteurJuris n° 147 – octobre 2014 p.69, *Une nouvelle forme de contractualisation pour les opérations publiques : la SEM à opération unique*, par Pierre Pintat

Presse

Matignon pourrait encore repousser les élections cantonales et régionales

[Face au retard que prend la réforme territoriale, les cantonales pourraient être programmées en décembre 2015 et les régionales en mars 2016. Réponse le 28 octobre.](#)

Source : les Echos du 16/10/2014

Samaritaine : le chantier va pouvoir reprendre au moins temporairement

[La cour administrative d'appel de Paris a autorisé la reprise des travaux de rénovation du grand magasin, suspendus depuis l'annulation d'un permis de construire en mai. Un sursis à exécution avant une audience sur le fond le 5 décembre.](#)

Source : les Echos du 16/10/2014

Travail du dimanche : cet empoisonnant dossier

[La condamnation de Castorama et Leroy Merlin par le tribunal de commerce de Bobigny, fin septembre 2013, à fermer plusieurs de leurs magasins franciliens le dimanche, a relancé le débat sur le travail dominical. Le gouvernement a été contraint de rouvrir ce dossier miné. Il prépare de nouvelles règles dans le cadre de sa « loi croissance » qui sera présentée en Conseil des ministres à la mi-décembre.](#)

Source : les Echos du 16/10/2014

Vers la fin des conseils généraux de la petite couronne

[" Il est temps de passer des promesses à la concrétisation ", a lancé Manuel Valls, lundi 13 octobre, à l'issue d'un comité interministériel consacré au Grand Paris. Sur ce dossier ouvert en 2008 par Nicolas Sarkozy, le premier ministre souhaite démontrer sa capacité à accélérer le rythme des réformes et à relancer le moteur de croissance économique qu'est l'Ile-de-France.](#)

Source : le Monde du 15/10/2014

Le Grand Paris menacé par les élus

[Une fronde des collectivités franciliennes refusant de dépendre de la Métropole pour le financement des services publics de proximité met à mal un projet ambitieux de développement urbain](#)

Source : le Monde du 15/10/2014